
Les travailleurs de la compagnie pétrolière Behshahr protestent dans le nord de l'Iran

30 Mai 2016



Le 28 mai — Les anciens employés de la société de forage pétrolier Behshahr, situé dans le nord de l'Iran, ont organisé un rassemblement mercredi 25 mai, devant le bâtiment qui abrite le bureau du gouverneur local du régime. Le rassemblement a attiré une foule de 150 travailleurs pour protester contre leur licenciement et exigeant une enquête sur leur situation.

Un des manifestants a déclaré : « Le licenciement de travailleurs ayant 10 ans d'expérience dans le forage en eau profonde, afin d'employer des travailleurs étrangers à la place, est incompatible avec le slogan de cette année. »

En mars, à l'occasion de la célébration de Norouz, la nouvelle année iranienne, le guide suprême Ali Khamenei a déclaré que l'année à venir serait « l'année de l'économie de résistance », se référant aux politiques économiques qui ont prédominé au cours de la période de sanctions américaines dirigées, lorsque le gouvernement iranien a tenté de développer les industries nationales afin de diversifier et de soutenir son économie pétrolière.

Un autre travailleur a résumé la soudaineté et le manque de communication dans leur licenciement : « Les employeurs ont annoncé à 150 travailleurs qu'à partir du 25 mai, ils ne devraient plus venir travailler. »

Il a ajouté : « Les travailleurs licenciés étaient chargés de réaliser les opérations stratégiques et de soutenir la plate-forme de forage d'Amirkabir dans la mer Caspienne. Néanmoins, sur la base d'un appel d'offres, ces tâches ont été confiées à une autre société. »

Le L'Iran fouette 17 mineurs qui ont protesté contre leur licenciement

27 Mai 2016



le 27 mai 2016 - Les autorités iraniennes ont fouetté travailleurs qui avaient protesté contre la perte de leur emploi. Les hommes ont été condamnés à entre 30 et 100 coups de fouet chacun. Ils ont également été condamnés à des peines de prison et une amende.

Leur avocat commis d'office, Vahid Yari, a affirmé dans une déclaration à l'agence de presse iranienne du travail affiliée à l'État (ILNA) le mercredi 25 mai que cinq hommes ont reçu 100 coups de fouet chacun, cinq ont reçu 50 coups de fouet chacun et sept a reçu 30 coups de fouet chacun. Leur peine a été appliquée à la mi-mai.

Les hommes travaillaient à la mine d'or d'Aq-Dareh dans la province de l'Azerbaïdjan occidental, au nord-ouest de l'Iran ; appartenant à la Pouya Zarkan Company.

Environ 350 mineurs ont été licenciés en décembre 2014, ce qui a conduit à de grandes manifestations devant le bureau des gardes, près de la mine.

Le comportement des gardiens envers les manifestants était brutal ; elle a conduit au suicide d'un ex-employé le 27 décembre 2014.

Après près d'un mois de grève de la faim, la santé du prisonnier politique iranien se détériore

25 Mai 2016

Jafar Azimzadeh, emprisonné à la prison d'Evine à Téhéran, entame le 26ème jour de sa grève de la faim, pour protester contre la répression de Téhéran sur l'activité des syndicats. Samedi, il a été transporté à l'hôpital, se plaignant de douleurs aux reins, mais a refusé de se faire administrer du sérum liquide et a été retransféré à la prison, toujours dans la douleur.

Sa femme indique qu'en plus de ses problèmes rénaux, M. Azimzadeh a perdu beaucoup de poids, sa pression artérielle a chuté et il a des problèmes de vue.

Le syndicat des chauffeurs de bus de Téhéran, le syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue (Sherkat-e Vahed) a appelé à la libération de M. Azimzadeh de prison et a averti le public que sa santé avait été grandement affectée par sa grève de la faim.

M. Azimzadeh, militant des droits des travailleurs, est sous forte pression du régime qui veut le contraindre à mettre fin à sa grève de la faim. Comme indiqué précédemment, sur Stop Fundamentalism, le bureau du procureur de Téhéran a exigé qu'il cesse sa grève de la faim suite à son incapacité à marcher de sa cellule du hall 8 à la salle de visites, pour voir sa femme le 17 mai.

Ils lui ont même proposé une autorisation de sortie de longue durée de la prison, pas par inquiétude concernant sa santé, mais parce qu'ils ont peur qu'il devienne un "martyr".

M. Azimzadeh a répondu à leur offre en disant : "je n'ai pas commencé de grève de la faim pour obtenir une autorisation de sortie. Dans la lettre que j'avais écrite avant le début de ma grève de la faim, j'ai clairement exprimé mes demandes, et j'attends qu'on y réponde. La première étape de la mise en oeuvre de ces demandes est de mettre fin à la mise en application des verdicts [actuels] et de réévaluer notre dossier en rejetant l'accusation d'avoir agi contre la sécurité nationale. Je vais donc poursuivre ma grève de la faim illimitée".

M. Azimzadeh a commencé sa grève de la faim le 29 avril.

Il a été arrêté en novembre dernier à la suite des manifestations syndicales pacifiques et légitimes; il purge actuellement une peine de six ans. Il a commencé sa protestation après s'être vu refuser le droit de se défendre correctement devant le tribunal, alors que le tribunal à Saveh, au sud ouest de Téhéran, examinait son cas.

Il a fait une déclaration après la libération sous caution de son compatriote prisonnier politique Ismail Abdi, secrétaire général du syndicat des enseignants iraniens (ITTA en anglais) pour exprimer ses demandes.

M. Azimzadeh et ses collègues de travail militants syndicaux, veulent que Téhéran abandonne les charges de sécurité nationale dans les cas d'activités syndicales.

La lettre de Jafar AzimZadeh Aux syndicats français

23 Mai 2016



Aux syndicats français ; CGT, SFU, CFD, CGC, Solidarité SUD Solidaire et UNSA

Avec mes salutations militantes les plus chaleureuses,

J'ai reçu votre lettre de solidarité et remplie de sens de responsabilité de classe et humaine au moment où je poursuivais les informations du huitième jour de la dure et vitale lutte que mènent les travailleurs français face aux actes anti-ouvrière par le biais de la loi de travail.

Camarades et amis ; savez-vous que nous, les travailleurs iraniens, étant privés de nos droits sociales et syndicales les plus évidentes et élémentaires, ne sommes pas en mesure de nous engager comme vous, même pas pour quelques minutes, dans des grèves générales et des protestations dans les rues ? Savez vous que ces changements anti-ouvrières dans la loi de travail que l'Etat français tente de mettre en place, nous ont été imposé en Iran, depuis 27 ans ? C'est conformément aux termes de ces lois que cent pour cent des travailleurs iraniens sont embauchés avec des contrats de travail à duré déterminées de trois mois, voire un mois etc. ... Les contrats sont souvent blanc-saignes pour des salaires équivalents à 800 grammes de viande et même moins, par jours et pour une durée de travaille allant jusqu'à 18 heures de travail journalier : 12 heures de travail par jour est devenu la durée normal !

Vous savez certainement qu'en Iran, lorsque mes camarades et moi protestons de manière la plus pacifique, telle que la collecte de 40000 signatures, pour protester contre ces conditions de travail et réclamons des augmentations de salaire et lorsque nous protestons et portons plainte, en tant que représentant des travailleurs, contre le pillage d'un milliard de dollars des caisses de la sécurité sociale (appartenant aux travailleurs), confirmés par des documents publiés par l'assemblée nationale, nous sommes confrontés à de lourdes accusations sur la sécurité de l'Etat et condamnés à six mois de prison ; lorsque les travailleurs protestent contre des mois de retard dans le paiement de leur salaire et manifestent, non pas dans les rues mais dans leurs lieux de travail, ils sont convoqués devant les tribunaux et accusés de complot contre la sécurité de l'Etat et sont arrêtés et condamnés. Vous êtes certainement au courant que les rassemblements, les grèves, la marche et la création des organisations syndicales qui sont les droits élémentaires des ouvriers et des enseignants sont largement violés et réprimé de manière la plus brutale. Les délégués et les militants de ces mouvements sont condamnés de 5 à 15 ans des prisons firmes !

Camarades,

Depuis son apparition et à travers la commune de Paris jusqu'aux nos jours, la classe ouvrière française, s'est engagé dans une lutte difficile, ans fatigue et rempli de haut et de bas pour atteindre certains minimas de droits humaines. Elle a payé de lourds prix et n'a jamais abandonné sa lutte à cause de charges que sa lutte lui a imposées ! Pour nous aussi, en Iran, en tant qu'une classe sociale nombreuse et jeune, la situation est semblant et elle la sera encore et nous savons que pour obtenir nos revendications, nous sommes obligé de faire avancer notre lutte en payant les frais qui s'imposent. Ma grève de la faim s'inscrit dans ce cadre. Mon cher codétenu Ismaïl Abdi et moi, avons entamé une grève de la faim depuis le 29 avril, pour protester contre l'interdiction de la création des organisations syndicales indépendantes, contre l'interdiction d'organiser librement et dans l'indépendance les cérémonies de la journée internationale des travailleurs et des enseignants au 1^{er} mai, contre l'imposition de salaire inférieure de la seuil de pauvreté, contre la non-transparence et inefficacité de l'organisation mondiale de travail (O.I.T) face aux violations flagrantes des droits fondamentales des travailleurs et des enseignants d'Iran mettre fin aux accusations liés à la sécurité contre travailleurs et des enseignants, y compris nous-mêmes.

J'ai une grande estime pour l'expression de votre solidarité et je serre chaleureusement votre main. Alors que j'entame le 25^{em} jour de ma grève de la faim, j'exprime ma solidarité avec la lutte de la classe ouvrière française contre l'imposition de changements anti-ouvrières à la loi de travail et en insistant sur l'extension et l'approfondissement de la solidarité internationale, nous attendons que vous soyez notre voix de protestation, nous la classe ouvrière iranienne, à la prochaine Conférence internationale du Travail (O.I.T) ;

Avec l'expression de mes solidarités internationales

Jafar AzimZadeh – secteur 8 de la prison d'Evine

Iran-Téhéran

23 mai 2016

La lettre de syndicats français à Jafar AzimZadeh

18 Mai 2016



Paris, le 18 Mai 2016

Cher Djafar,

En tant qu'organisations syndicales de la France, CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA, nous sommes toujours et pleinement à vos côtés dans la difficile lutte que vous menez pour la défense des droits des travailleurs et le respect des libertés syndicales en Iran.

La courageuse grève de la faim que vous avez entamée avec Esmail a grandement contribué à sensibiliser l'opinion publique internationale sur votre injuste détention et ses conditions inhumaines.

Toutefois nous sommes sérieusement préoccupés par l'aggravation de votre état de santé.

La sauvegarde de votre intégrité physique est indispensable à la poursuite du combat syndical. Les travailleurs ont besoin de vous !

C'est pourquoi nous pensons qu'il serait raisonnable de suspendre votre grève de la faim.

Soyez persuadés que nous continuerons à mettre en œuvre toutes les initiatives possibles pour obtenir votre libération, car c'est ainsi que votre combat pourra se poursuivre.

Recevez nos plus fraternelles salutations.

CFDT : preau@cfdt.fr

CGT : n.ferouse@cgt.fr

FSU : michelle.olivier@snuipp.fr

Solidaires : contact@solidaires.org

UNSA : emilie.trigo@unsa.org

Les relations entre l'Iran et la Syrie



Le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif et le président syrien Bachar al-Assad, le 12 août 2015 à Damas.

Les deux pays ont entamé leurs relations bilatérales en 1946. L'Iran a été le premier pays à reconnaître l'indépendance de la Syrie. L'Iran après avoir reconnu l'Etat d'Israël en 1950 (deuxième pays à majorité musulmans après la Turquie), n'avait pas de relations privilégiées avec les pays arabes (sauf la Jordanie).

Avant la révolution de 1979

L'Iran du Shah fournissait l'essentiel de la consommation d'Israël en hydrocarbures. Malgré les rapprochements avec Israël et son rôle du gendarme dans le Golfe persique, le Shah avait établi des relations normales avec les pays arabes (à l'exception de l'Egypte de Nasser). L'antagonisme entre les deux régimes baasistes (de l'Irak et de la Syrie) a offert une occasion au régime du Shah pour normaliser ses relations avec la Syrie d'Hafez Al-Assad.

L'Iran avait des différents frontaliers et stratégiques avec l'Irak. Les deux pays étaient membres deux alliances rivales liées l'une à l'Occident, l'autre à l'Union soviétique (URSS). L'Iran du Shah a été un membre actif de traité nommé CENTO (Central Treaty Organisation, initialement nommé Pacte de Bagdad en 1955 et rebaptisé CENTO après le retrait de l'Irak en 1959.)

Le 6 mars 1975, sous l'égide du président algérien Boumediene, un accord a été signé entre le Shah et Saddam Hussein sur les différends frontaliers et l'accès aux eaux de Chatt-el-Arab. Cet accord n'a pas empêché le rapprochement entre le Shah et Hafez Al-Assad: ce dernier a entamé une visite d'Etat de 4 jours, le 28 décembre 1975 lors de laquelle le Shah a accepté d'accorder une aide de 200 millions de dollars à la Syrie. Mais, malgré ce rapprochement, le régime syrien a continué son aide aux opposants iraniens (religieux et autres), dont certains lui ont rendu la monnaie de la pièce après la révolution islamique.

Après la révolution

La chute du Shah a abouti à remodeler la géopolitique de la région. Parmi les pays arabes, le seul pays qui a amélioré ses relations avec la République islamique a été la Syrie. Initialement, deux raisons pouvaient expliquer ce rapprochement :

- Israël avait perdu un allié important;
- la Syrie et l'Irak étaient en rivalité malgré leur proximité idéologique et notamment leur appartenance au baasisme [le Parti Baath – «résurrection» – créé en 1947, s'imposa en Syrie dès 1963, avec une parenthèse entre 1966 et 1970 et en Irak de 1968 à 2003 ; au-delà des différents, initialement cette formation faisait référence au «socialisme arabe» et au «nationalisme panarabe»].

La Syrie était parmi les premiers états à solliciter une relation forte avec le nouveau pouvoir en Iran et le premier pays arabe à avoir reconnu le nouveau gouvernement iranien. Israël perdait un allié stratégique et Hafez Al-Assad (ne pouvait pas l'ignorer. Il a même dit que « l'imam Khomeiny a cassé une branche de la pince que la Shah et Israël avaient utilisé pour faire pression sur les voisins.

La guerre Irak-Iran (1980-1988) a favorisé une relation stratégique entre l'Iran et la Syrie. Les avancées de l'armée irakienne ont inquiété le régime syrien qui a pris des décisions significatives pour aider le régime iranien. Selon « le centre de documentation de la révolution islamique » cite par « Tasnim News Agency » (dépendant des Pasdarans de la révolution islamique), La Syrie faisait partie des rares pays qui ont soutenu l'Iran pendant la guerre de 8 ans contre l'Irak. Ce pays a apporté une aide militaire et politique d'envergure.

Le premier objectif de la Syrie était d'empêcher la victoire de Saddam Hussein : un Irak victorieux prendrait une place plus importante sur l'échiquier moyen-oriental et donc affaiblirait le régime syrien.

Parmi les premières décisions de Hafez Al-Assad (1970-2000) figurait la fermeture du pipeline qui transportait le pétrole irakien (500'000 barils par jour) du nord de l'Irak sur les côtes de la méditerranée. Ainsi, l'Irak a perdu 30% de ses ressources pétrolières. Le général Safavi, ancien commandant des pasdarans («gardien de la révolution») et conseiller militaire de Khamenei raconte: «Après nos avancées sur le port de Khorramchahr (en 1982), nous avons rencontré Hafez Al-Assad à Damas. Nous lui avons demandé la livraison de missiles. Il a répondu qu'il avait donné la garantie aux Soviétiques de ne pas livrer ces armes à pays tiers, mais l'armée syrienne peut nous entraîner avec les siens. Finalement, nous sommes allés solliciter le colonel Kadhafi et le chef libyen nous a livré 20 missiles Scuds. Et ensuite nous pouvions aussi menacer des villes d'Irak, en particulier Bagdad, avec nos missiles et changer l'équilibre des forces au niveau militaire». Selon le document cité ci-dessus, l'aide logistique et technique de la Syrie a permis à la République islamique d'organiser son industrie de production de missiles militaires.

Selon la même source, le régime syrien a livré aussi des renseignements militaires de première importance. Les Syriens ont livré aux Iraniens des informations «secrètes» sur les bases militaires des forces irakiennes et aussi sur l'ensemble des armements russes de l'armée irakienne.

Après la guerre [la guerre entre l'Iran et l'Irak a duré de 1980 à 1988], les relations entre deux pays – Iran et Syrie – ont ouvert sur une nouvelle page. L'Iran a commencé à exprimer sa reconnaissance en fournissant du pétrole même gratuitement. Les aides syriennes ont rendu un service non négligeable à l'Iran pendant les huit années de guerre et les ayatollahs n'oublient pas facilement.

L'Iran et la Syrie ont consolidé leurs liens dans tous les domaines : économique-politique, militaire, culturel, industriel et surtout sécuritaire.

Les échanges commerciaux de deux pays sont présentés dans le tableau ci-dessous: les chiffres sont en millions de dollars (selon le bulletin de l'ambassade de la R.I.I à Damas)

Année	Exportations	Importations	Volume	Solde
	M \$	M \$	d'échanges M \$	M \$
2001	52,5	1,7	54,2	+50,8
2002	62,5	34,5	97	+28
2003	71	3,5	74,5	+28
2004	115,67	4,45	120,12	+111,22
2005	186,3	6,7	93	+179,6
2006	171	10,5	181,5	+160,5
2007	328	14	342	+314
2008	320	16	336	+304

Rappelons que les chiffres de 2008 concernent les dix premiers mois de l'année et l'échange total atteint 350 millions de dollars. Bien entendu, la balance positive est en faveur de l'Iran.

L'Iran a exporté des voitures, des wagons de chemin de fer, des matériaux électriques et BTP, des machines agricoles, des pneus et des fruits secs.

La Syrie a exporté du coton, des polymères, les vêtements, de l'huile d'olive, du bois aggloméré, papier et des déchets métalliques dont du cuivre. Mais cela, c'était avant les événements de 2011 – le soulèvement de mars 2011 en Syrie – qui ont abouti à la guerre actuelle. Le régime syrien ayant perdu beaucoup de ses ressources, a dû demander l'aide du «grand frère» iranien.

Selon la déclaration d'Adib Mayale, directeur de la Banque centrale de Syrie, (*La Voix de Russie*, 28 mai 2013), l'Iran a accordé un autre crédit d'un milliard de dollars pour que la Syrie puisse se procurer du pétrole et d'autres produits nécessaires (venant s'ajouter à d'autres financements antérieurs).



Selon une 29 juin site des Paskarans), Qadri Jamil (vice-ministre syrien de l'économie) avait déclaré au *Financial Times* que la Syrie recevait 500 millions de dollars par mois de la part de l'Iran, de la Russie et de la Chine, sans détailler la part de chaque pays cité. Il a ajouté, en outre, que la République islamique avait ouvert une ligne de crédit illimitée en faveur de la Syrie.

Auparavant, le directeur de la Banque centrale de Syrie avait confirmé que le crédit mis à disposition par l'Iran pour l'importation du pétrole dépasse 4 milliards de dollars. Le 9 mai 2016, Hayan Salman, vice-ministre de l'économie et du commerce extérieur de Syrie a annoncé, lors d'une visite en Iran, que l'échange commercial entre les deux pays avait atteint 1 milliard de dollars.

Le 13 décembre 2011, le Parlement iranien a voté un décret de libre-échange entre les deux pays. Avant d'analyser le choix iranien de soutenir le régime syrien dans sa guerre actuelle, il est utile de souligner l'importance stratégique de la Syrie lors de ces derniers 36 ans.

Pendant la guerre Iran-Irak, au-delà des aides qu'on vient de citer, quand les troupes irakiennes fonçaient sur l'Iran, la Syrie a positionné ses troupes sur la frontière occidentale d'Irak, obligeant Saddam Hussein à

positionner une partie de son armée à la frontière avec la Syrie. Et, cette mesure a changé énormément la configuration de la guerre.

Après la guerre, La Syrie a été la voie principale pour acheminer les armements iraniens vers le Hezbollah du Liban. Dans plusieurs documents officiels, la Syrie est présentée comme le pont entre l'Iran et le Hezbollah. Un document diplomatique iranien désigne la Syrie comme le pays qui a facilité et garanti la présence de l'Iran au Liban et la construction du Hezbollah.

La relation entre les régimes iraniens et syriens n'est pas basée sur la religion, même si la famille au pouvoir en Syrie appartient à une branche de l'islam qui se réclame du premier imam chiite de l'histoire; même la présence en Syrie de lieux saints chiites favorise ces liens. Par ailleurs les dirigeants iraniens n'ignorent pas que le régime syrien n'est en rien un régime religieux.

Malgré la proximité stratégique entre ces deux régimes, la Syrie n'a pas pris toujours des positions favorables au régime de Téhéran. Pendant la guerre Iran-Irak, et malgré le soutien massif du régime syrien, quand les troupes iraniennes n'étaient pas loin de prendre la presqu'île de Fao, la Syrie a condamné l'Iran en s'associant aux pays arabes du Golfe persique. Par ailleurs, la Syrie a participé au sommet arabe d'Amman en octobre 1987 qui a condamné l'Iran.

Bachar Al-Assad, comme son père Hafez, n'a pas manqué de prendre des décisions contre ses «amis iraniens» quand il s'agissait de mettre en avant «l'unité arabe». Il a soutenu les Emirats Arabes Unis concernant leur conflit sur les trois îles du Golfe.

Sous la présidence d'Ahmadinejad (président de 2005 à 2016), les diplomates iraniens ont rencontré les opposants syriens, dont les membres des Frères Musulmans. Ahmadinejad, a critiqué, modérément, la politique de répression, en prévision, alors, d'un possible changement de pouvoir.

La République islamique a accueilli favorablement les soulèvements dans les pays arabes et les a baptisés «l'éveil islamique». Mais, quand le soulèvement s'est produit en Syrie où le peuple réclamait la liberté, le ton a complètement changé en Iran. Aux yeux des autorités islamiques, les événements de Syrie étaient le résultat d'un complot de l'Occident et d'Israël.

Serat, le site d'un think-tank proche des services de sécurité iranienne résume les facteurs les plus importants de soutien sans faille de l'Iran envers le régime syrien :

- **le rôle d'intermédiaire de la Syrie entre l'Iran et le Hezbollah;**
- **l'équilibre politique dans la région;**
- **la volonté de freiner les intérêts américains et israéliens dans la région.**

C'est pourquoi l'Iran est le plus grand soutien du régime syrien.

Le site Serat ajoute que la Syrie présente des avantages stratégiques pour l'Iran:

- **l'ouverture d'une grande porte vers le monde arabe;**
- **la mise en place d'un «barrage» face à Israël et les Etats Unis.**

Mais l'aspect le plus important de ce lien est la construction d'un pont solide liant l'Iran au Liban et au Hezbollah.

Certains responsables de la République islamique admettent que cette relation privilégiée crée un bouclier pour éviter l'instabilité à l'intérieur de l'Iran même. Ils sont tous d'accord sur un point: l'alliance de l'Iran et de la Syrie n'est pas basée sur des dimensions idéologiques ou religieuses.

L'Iran et la «guerre civile» en cours

Les dirigeants de la République islamique œuvrent pour garder Assad au pouvoir, mais ils veulent également tisser des liens avec tous les alaouites et aussi les autres minorités paramilitaires du pays pour sauvegarder leurs

propres intérêts. Depuis l'intensification du conflit, l'Iran a augmenté ses aides militaires au régime syrien. Ce rôle est attribué à l'armée Qods, la branche extérieure des Pasdarans dirigée par le général Soleymani.

Le régime iranien a toujours eu des déclarations contradictoires à propos de la présence de l'Armée Qods.

Le 16 septembre 2012, Mohamad Djafari, commandant en chef des Pasdarans, avait déclaré que «*la présence des forces de Qods en Syrie n'est pas militair* ». Il avait ajouté que l'Iran avait seulement fourni des conseillers militaires à l'armée d'Assad en ajoutant que «*si la Syrie était l'objet d'attaque militaire, l'Iran la soutiendrait militairement*». Pourtant, une photographie a circulé prouvant la participation de Esmail Gha'ani, le commandant en chef adjoint de Qods, dans une opération militaire en juin 2012.

Après la signature en juillet 2015 des accords concernant le programme nucléaire iranien, et la présence ouverte de la Russie dans les opérations militaires en Syrie, la République islamique a été en obligation de ne plus cacher la présence de ses forces armées.



L'Iran a confirmé la mort d'Hossein Hamedani, général au sein des Gardiens de la révolution islamique, en octobre 2015.

La mort en Syrie du général Hassan Hamedani, un des commandants de Qods, le 7 octobre 2015, puis la mort de dizaines de pasdarans et d'officiers des forces spéciales de l'armée régulière iranienne a obligé le régime à confirmer sa présence militaire en Syrie.

Le chef de l'armée régulière iranienne a voulu dégager sa responsabilité en déclarant que les officiers des forces spéciales étaient partis en Syrie sous l'égide d'une «*autre force*» que celle dont il avait la responsabilité, en sous-entendant ainsi que cette initiative avait été prise par les pasdarans, ce qui a ajouté à la cacophonie.

En Iran, le guide suprême Khamenei essaie de donner un sens religieux à l'engagement de militaires iraniens. Il présente les forces de Daesh (ledit Etat islamique) comme «*les terroristes takfiri*» c'est-à-dire des mécréants. Le régime iranien n'hésite plus à présenter l'Arabie saoudite, comme un des parrains de Daesh, aux côtés des gouvernements américain et israélien. Les dernières pertes de l'armée de Qods datent d'il y a peu (le 7 mai 2016) où 13 militaires iraniens ont perdu la vie dans la région de Khan Touman.

En Iran, en raison du contrôle exercé par le régime sur les médias, l'information sur la perte des Force militaire du régime ne circule pas librement. Il faut attendre pour que les réactions et les protestations sur la participation des Pasdarans ainsi que leurs pertes soient diffusées. L'armée Qods utilise aussi des «*mercenaires*» afghans (des réfugiés afghans en Iran, en réalité) dans cette salle de guerre. Selon le quotidien Le Monde (1/02/2016): «*Longtemps, la présence d'Afghans chiïtes, venus combattre en Syrie aux côtés de l'armée gouvernementale, est restée inconnue. Mais les preuves sur la présence de ces mercenaires, le plus souvent recrutés en Iran, où nombre d'entre eux sont réfugiés, s'accumulent. Alors que Téhéran, principal soutien du régime de Bachar Al-Assad, continue de nier la présence de ses soldats sur le sol syrien – à l'exception de conseillers militaires –, de nombreux sites Internet iraniens publient des images de funérailles de miliciens afghans chiïtes, tombés en «*martys*» en Syrie* ».

Selon les sites iraniens et afghans, le régime de Téhéran exerce des pressions sur les familles de réfugiés Hazaras (chiïtes d'origine afghans) pour obliger les jeunes à rejoindre les Pasdarans en Syrie, en prenant leurs familles en otage. On leur alloue un «salaire» de 500 dollars par mois pour ces «soldats» qualifiés de «volontaires».

Un institut proche du ministère iranien des Affaires étrangères conclut que l'aspect principal des relations entre la Syrie et l'Iran est «sécuritaire» à l'échelle régionale. Il les présente comme en conformité avec la doctrine de l'école de Copenhague en relation internationale. Il est utile d'ajouter que cette école de pensée est basée sur la «sécurité sociétal» et est une théorie proche des pensées de Huntington, l'auteur de l'ouvrage «Le choc des civilisations».

Cet institut énumère plusieurs facteurs qui ont rendu «sécuritaire» la relation des deux pays aux yeux de l'Iran :

- **la politique de la Syrie au ton anti-américain, ce qui créait des relations de proximité avec l'Iran;**
- **les frontières communes de la Syrie avec Israël et le territoire contrôlé par le Hezbollah au Liban;**
- **la convergence entre le nationalisme arabe et l'identité irano-islamique ;**
- **la stratégie de l'Iran en Syrie visant à sauvegarder la sécurité de la République islamique d'Iran face à l'Occident.**

Conclusion

La situation de l'Irak et surtout de la Syrie a permis à la République islamique d'Iran de réaliser son souhait d'intervenir pour jouer un rôle sur la scène géopolitique régionale et mettre en évidence son hégémonie dans la rivalité avec l'Arabie Saoudite et la Turquie.

La survie du régime syrien vise à garantir à l'Iran la continuation de ses liens avec le Hezbollah. En fournissant des armes à celui-ci, le régime iranien veut pouvoir jouer un rôle déterminant dans cette région, en particulier vis-à-vis d'Israël. Les missiles iraniens fournis au Hezbollah sont en effet en capacité d'atteindre Tel Aviv.

C'est pourquoi les responsables de la République islamique répètent sans cesse que la sécurité de la Syrie est partie intégrante de la sécurité de l'Iran.

Désormais le champ d'action de la République Islamique s'est étendu à la Méditerranée et Israël. Tout cela est devenu un élément clé des relations nouvelles (ou amoindrir les effets) tissées avec les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux non seulement pour répondre aux sanctions économiques, répondre de la sorte à un approfondissement de la crise socio-économique, mais aussi être, dans une région stratégique et «soumises à des chocs», un acteur devant être pris en compte par les «grandes puissances» qui, elles, peuvent y trouver quelques débouchés économiques (27 mai 2016).

Intervention prononcée par Béhrouz Arefi, représentant de la Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI-France) lors du Forum «L'Autre Genève» sur la Syrie, organisée à l'Université de Genève, les 27 et 28 mai 2016.